

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18124 - 70ÈME ANNÉE

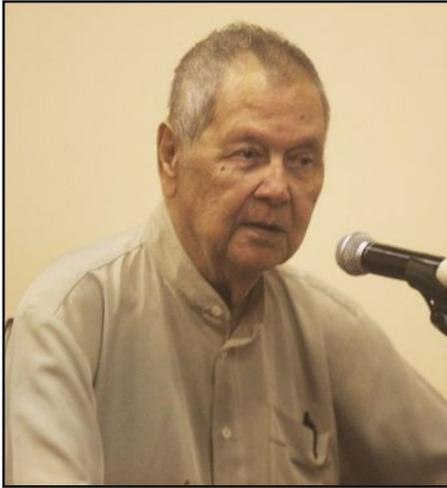
La campagne d'explication du PCR est lancée

Réussissons un changement aussi important que l'abolition du statut colonial

Le Parti communiste réunionnais avait donné rendez-vous ce samedi à la salle Cabaret de Quartier-Français. Deux jours après l'annonce du lancement de la campagne d'explications, le PCR a tenu son premier meeting. Des délégations venues de toute l'île ont participé à cette première. L'objectif de la campagne est de rassembler pour sortir La Réunion de la crise. Cela passe par un changement aussi important que ne l'a été l'abolition du statut colonial par le rassemblement des Réunionnais en 1946.



Succès pour la première étape de la campagne d'explication du PCR.



Paul Vergès.



Maurice Gironcel.

Face à la crise, l'heure est au rassemblement pour construire un projet pour La Réunion. Le 22 février, le Parti communiste réunionnais avait présenté 25 propositions pour une autre politique à La Réunion. À la fin du mois de mars, les élections cantonales ont constitué un Conseil départemental. Les problèmes soulevés avant les élections par le PCR restent d'actualité. Le parti appelle à une grande concertation pour s'entendre sur un projet. Les 25 propositions présentées le 22 février sont une contribution à ce débat. Pour que la population puisse connaître les enjeux de cette bataille, le PCR a décidé de lancer une campagne d'explication. Samedi matin avait lieu le premier meeting, à la salle Cabaret de Quartier-Français à Sainte-Suzanne.

État de crise

Des militants venus des différentes sections étaient présents : de Saint-Joseph à Sainte-Rose en passant par Saint-Denis.

Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, a dit le mot de bienvenue de la section communiste de Sainte-Suzanne. Il a tout d'abord rappelé que Quartier-Français est un lieu chargé d'histoire. C'est là que les communistes avaient lancé la bataille pour sauver l'usine de Quartier-Français en 1955. Maurice Gironcel a expliqué que ces luttes sont loin d'être terminées. La Réunion est en effet un pays en crise, avec plus de 175.000 demandeurs d'emploi, la moitié de la population en dessous du seuil de pauvreté.

Mais tout cela pourrait encore s'aggraver.

Le secrétaire général du PCR a cité tout d'abord la filière canne en grand danger à cause de la fin des quotas sucriers en 2017. Ce sont près de 20.000 emplois qui sont menacés.

Puis Maurice Gironcel a évoqué la crise dans le BTP. Ce sont près de 10.000 emplois qui ont disparu en 5 ans, et les perspectives ne sont pas bonnes. Le maire de Sainte-Suzanne a en effet précisé que le secteur du Bâtiment et des Travaux publics dépend essentiellement de la commande publique, et ce sont les collectivités qui y contribuent à 85 %.

Maurice Gironcel a conclu le mot de bienvenue en rappelant les enjeux des accords de partenariat économique (APE). L'ouverture du marché de La Réunion aux produits fabriqués chez nos voisins est aussi une menace pour l'emploi, car les coûts de fabrication sont là-bas beaucoup moins élevés.

Ce sont en premier lieu des médias qui ne parlent pas de la situation, notamment des 175.000 demandeurs d'emploi. La crise à La Réunion est d'une toute autre dimension qu'en France, a dit le sénateur. Il a expliqué que pour qu'elle atteigne le même niveau qu'à La Réunion, cela supposerait que la France ait 10 millions de chômeurs et 30 millions de personnes sous le seuil de pauvreté.

C'est en second lieu l'échec de tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 1946, date de l'abolition du statut colonial : « pas un n'a fait reculer le chômage ».

Il a ensuite rappelé une responsabilité des communistes : voir clair et des années en avance.

Paul Vergès est alors revenu sur les origines de la crise : la conjonction de plusieurs erreurs.

Ce fut la décision du gouvernement de trahir l'esprit de la loi de 1946, en décidant qu'une catégorie de travailleurs devait avoir la sur-rémunération. En 1947, elle était de 125 % pour les agents de l'État, elle est de 53 % aujourd'hui.

Mais pour les autres travailleurs, tout était bloqué. Il a fallu plus de 50 ans pour que le SMIC et les allocations soient au même niveau qu'en France. La démission d'Elie Hoarau et de Paul Vergès de leurs mandats de député a donné l'impulsion finale vers la victoire dans cette bataille.

Mais le choix du gouvernement fait au lendemain de l'abolition du statut colonial a instauré une différence de revenus qui s'est creusée, un « apartheid social » a dit Paul Vergès, car c'est une inégalité institutionnalisée.

Origine de l'apartheid social

« Comment remettre tout cela en cause »

Paul Vergès est ensuite intervenu pour rappeler le cadre de la bataille.

Le sénateur a mis en exergue une



Les secrétaires généraux Ary Yée Chong Tchi Kan, Yvan Dejean, Ginette Sinapin, Camille Dieudonné et Maurice Gironcel aux côtés de Paul Vergès.

Edito

François Hollande a décidé de se passer du PCF

Hier, lors de son interview à Canal +, François Hollande a déclaré que le Front National de Mme Le Pen parle comme un tract du PCF des années 1970. Ces propos ont soulevé l'indignation des honnêtes gens. Va-t-il s'en excuser publiquement ?

En effet, François Hollande, président de la République, a donné une interview à Canal + au cours de laquelle il n'a fait aucun effort pour expliquer au monde, la vraie nature du FN. A la fin, il a tenté d'atténuer ses propos en précisant que le PCF n'a jamais fait la chasse aux pauvres et aux étrangers. Trop tard, le mal est fait et il lui sera difficile d'effacer cette attaque gratuite contre le PCF, un parti dont le prestige dépassait largement celui du PS de l'époque.

On est d'autant plus surpris de cette sortie quand on connaît que c'est le PS qui a offert au FN son premier Député, en 1981. C'était à La Réunion. Ensuite, c'est Mitterrand qui a fait la promotion du FN dans l'espoir de contrecarrer le RPR. Enfin, et non des moindres, c'est quand même Hollande, en personne, qui a invité Marine Le Pen à l'Élysée, qui l'a donc banalisé.

Il faut rechercher le fond de cette affaire dans le contexte pré électoral. Ce faisant, il a clairement signifié qu'il n'a plus besoin du PCF. Raison supplémentaire pour lui réclamer des excuses publiques.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re



Vue d'une partie des participants du meeting de samedi.

seconde erreur. Le gouvernement qui a décidé de l'inégalité n'a pas vu arriver le bouleversement qui allait tout changer à l'échelle du monde : la croissance de la population. La Réunion est en plein dans ce phénomène. Sa population est passée de 250.000 à 850.000 habitants en moins de 70 ans.

La troisième erreur a été la suppression du chemin de fer et la construction de la route du littoral. Le train allait de Saint-Benoît à Saint-Pierre, il employait près de 1.700 cheminots.

Ces trois erreurs sont à la base de la crise actuelle.

Elles ont créé une société dominée par des personnes touchant la sur-rémunération, a ajouté Paul Vergès. C'est le cas des communes, du Conseil départemental et du Conseil régional, qui ont à leur tête des membres de cette couche sociale. Sur 11 parlementaires, un seul n'est pas sur-rémunéré, a-t-il précisé. Cela a des conséquences, car « quand ce monde est au pouvoir, il défend ses intérêts, pas ceux des petits ».

Cette situation fixe le programme : « comment remettre tout cela en cause ».

Crise de la canne

et du sucre

Mais plusieurs événements viennent encore compliquer les choses. C'est tout d'abord la crise de la canne et du sucre.

La France et l'Europe ont supprimé les quotas sucriers à compter de 2017. Conséquence : dans deux mois c'est la coupe, mais le prix de la canne n'est pas encore fixé, car la Convention canne n'est pas signée. L'usinier ne veut pas s'engager fermement au-delà de 2017, car après 2017 il ne bénéficiera plus de l'intervention de l'Europe qui achète jusqu'à présent les invendus éventuels.

Que deviendront les planteurs, les transporteurs, les ouvriers d'usine et les dockers ?

Cette menace pèse sur toute l'économie de La Réunion.

Le rendez-vous est fixé, que fera le gouvernement dans ces deux mois. La ministre des Outre-mer vient à la fin de la semaine, le Premier ministre dans deux mois.

C'est la plus grande crise jamais connue à La Réunion, a rappelé Paul Vergès, avec pour conséquence les fermetures de Bois-Rouge et du Gol.

« Imaginer La Réunion sans les 25.000 hectares de cannes », a averti le sénateur. « S'il n'y a pas l'engage-

ment d'une convention sur 6 ans, alors ce sera comme le géranium, la vanille et le vetiver ». Toutes ces cultures ont décliné à La Réunion dès le moment où elles ont été mises en concurrence avec d'autres pays ayant un coût de production moins élevé.

« Pourquoi les élus causent-ils de tout sauf de cela », a interrogé Paul Vergès.

« Tout peut changer »

« Nous arrivons à un moment où tout peut changer », a-t-il estimé, faisant le parallèle avec la situation de La Réunion à la sortie de la seconde guerre mondiale. Pour sortir le pays de la misère, « on a rassemblé tout le monde, même les gens qui n'étaient pas communistes ».

Aujourd'hui la situation est plus grave, il est possible de se rassembler, au-delà des communistes.

La dernière partie du discours de Paul Vergès a donné des perspectives pour l'avenir de La Réunion. Il sera lié à Madagascar, a dit le sénateur. La Grande île aura, dans trente ans, 55 millions d'habitants contre un million à La Réunion. « L'histoire va changer, les Réunionnais iront à Madagascar pour trouver du travail ».

À plus court terme, ce sera l'application des accords de partenariat économique, avec La Réunion qui sera concurrencée par Madagascar qui fabrique les mêmes produits.

C'est pourquoi, pour éviter la ruine, il faut changer. Le PCR avance des propositions, mais ce n'est pas le cas des autres partis.

Paul Vergès appelle à discuter, rassembler et faire face à la responsabilité avant de conclure : « serons-nous capables d'inscrire dans les deux ans un changement aussi important que celui fait en 1946 ? »

« Au travail camarades »

Maurice Gironcel a clôturé le meeting en annonçant le prochain rendez-vous : le défilé du 1er mai. En attendant, le secrétaire général du PCR a souligné l'importance d'organiser des réunions dans tous les quartiers. « Au travail camarades, ensemble pour agir ».

M.M.

La « pire hécatombe jamais vue en Méditerranée »

Naufrage d'un chalutier : 700 morts redoutés

Un chalutier, avec à son bord plus de 700 personnes, a chaviré à environ 110 km des côtes libyennes, seules 28 personnes ont été récupérées par un navire marchand. Pour Carlotta Sami, porte-parole du Haut-commissariat de l'Onu pour les réfugiés. Si ces chiffres sont confirmés, il s'agirait de la « pire hécatombe jamais vue en Méditerranée ».

Ce drame relance le débat sur l'action de l'Union européenne en Méditerranée, notamment après la mort de 300 migrants, en février, en mer dans le naufrage de trois bateaux également au large de la Libye.

Une tragédie de grande ampleur à venir

Situés à environ 200 km au sud de l'île italienne de Lampedusa, vingt-huit rescapés ont été secourus après le naufrage, a expliqué un responsable de la garde-côte italienne, Antonino Irato, à la chaîne télévisée RaiNews24. Des vedettes de la marine italienne et des navires marchands ont également repêché 24 corps.

D'après le témoignage d'un des rescapés, révélé par l'agence de presse, Reuters, « il y avait à bord au moins 700 personnes, si ce n'est davantage », a déclaré de son côté un porte-parole du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), Carlotta Sami. « Nous craignons qu'il s'agisse d'une tragédie de grande ampleur », a-t-elle indiqué à la télévision italienne SkyTG24.

Selon les témoignages récoltés, le chalutier a chaviré lorsque les migrants se sont massés du même côté du bateau, à la vue d'un navire marchand. Dès lors l'alerte a été lancée vers minuit. Un bilan devrait être fourni dans les prochaines heures, confirmant qu'il s'agit du naufrage de migrant le plus meurtrier depuis le début de l'année. Près de 900 personnes ont perdu la vie en tentant la traversée vers l'Europe, dont 450 au cours de la semaine écoulée.

L'inaction de l'UE mise en cause

À l'annonce du drame, le Premier ministre maltais, Joseph Muscat, a déploré la « tragédie (qui, ndlr) est en train de se dérouler en Méditerranée et si l'Union européenne et le monde continuent à fermer les yeux, ils seront jugés de la plus dure des manières, comme ils l'ont été par le passé quand ils ont fermé les yeux sur des génocides ».

Les secours tentent de récupérer les corps, « qui flottent à la surface », a-t-il ajouté. Pour le président du Conseil italien, Matteo Renzi, il y a un « massacre systématique en Méditerranée ». Ce dernier s'est demandé « comment pouvons-nous rester insensibles quand nous voyons mourir des populations entières à une époque où les moyens de communication modernes nous permettent de tout savoir ? ».

Une réunion « rapide » des ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères des Vingt-Huit devrait être organisée, pour renforcer le dispositif « Triton d'aide aux migrants ». Il s'agit d'un dispositif de contrôle des frontières européennes. Ce dernier remplace l'opération « Mare Nostrum », lancée en 2013 mais jugée trop coûteuse par la suite, et considérée comme très insuffisante par les organisations humanitaires et les autorités italiennes.

L'UE s'est dite « profondément affectée » par ce naufrage, ajoutant que « tant que les pays d'origine (des migrants) et les pays de transit ne prennent pas des mesures pour éviter ces traversées désespérées, des gens continueront à mettre leur vie

en péril ». Raison pour laquelle, la Commission européenne a annoncé qu'une « grande partie de notre approche est de travailler avec les pays tiers ».

20 000 migrants concernés en 4 mois

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), près de 20.000 migrants sont arrivés en 2015 dans le sud de l'Europe. Bien que le nombre soit moins important que celui des quatre premiers mois de 2014, le nombre de mort atteint des records.

Le flux de migrants provenant de Libye ne cesse de grossir, ce qui s'explique par le chaos actuellement dans le pays, poussant les passeurs à agir vite. Selon l'Agence France Presse, entre 500 et parfois 1000 personnes sont chaque jour récupérées par les garde-côtes italiens ou des navires marchands.

Le bilan 2015, établi par l'ONU, pour les décès et les personnes disparues en mer Méditerranée s'élève désormais à plus de 500, mais la tragédie qui vient de survenir devrait rapidement gonfler ce chiffre. Pour le HCR, « ces chiffres sont la preuve des ressources insuffisantes pour gérer les flux de population. Par ailleurs, sans des moyens appropriés pour la recherche, le sauvetage et les opérations de surveillance en mer, davantage encore trouveront la mort dans leur quête de sécurité en Europe ».

Oté

Marmite I bouy, momandoné li vèrs dann fé !

Mésyé Holland la vni La Rényon moi d'aout l'ané dernier : li la promète bann planter kann li sa trouv in solisyon. Dé troi minis l'ariv apré li épi zot la di i sar trouv la solisyon. Lo fèr lé o fé é kan lo prézidan i promète in n'afèr, li tienbo. Ay ! Ay ! Ay ! Mon dyé ségnèr ! Dizon l'afèr lé fète, dizon karot lé kui ! Sof si tout kréol i donn la min.

Pandan éstan-la, gouvèrnman la pa trouv in minit, konm moin la di, pou fé son démarsh avèk l'érop. Sa i voudré dir lo sor nout kann, lo sor plis troi mil plantèr i intèrès pa li. Mi pans ké non !? Dayèr minis l'outromèr i tard pa arivé. Mi souète èl i amenn in bon novèl pou nou.

Mé i paré, èl i vien arienk pou la kriz rokin. El nana dann son sou-min tout bann mézir k'i fo pou trouv in solisyon pou so kriz la. Alon atann, nou va oir, mé si lé osi rapid ké pou règ la késtyonn kann, ébin nou la pankor ariv la gar... Mé domoun i komans fatigé. Tout demoun La Rényon i komans fatigé. Zot na asé k'i pas la pintir dsi zot.

Alor madam la minis si ou na poin solisyon pou la késtyonn rokin, si ou na poin la solisyon pou nout kann, si ou i vien arienk pou ramas mantèr évit fé pran anou, ankor in kou, po d'shanm pou pla kouvèr, makaroni pou la bouji. Marmite i bouy, momandoné li vèrs dann fé. Obli pa !

Justin

« Dann tant kouvèrte » - in kozman pou la rout.

Kosa i lé in tant kouvèrte ? Zot i koné mi pans : na in dosi, na in dosou épi na in brikol. Lo dosi I kouvèrt lo dosou épi I suiv lo brikol I ansèrv pou porté. Lo dosi I sèrv pou kashyète sak nana anndan. I prétan dir, pou ashté la konfyans l'administrasyon désèrtin téi mète larzan dann tant kouvèrt. I paré osi bann moun téi vann shovrète pèshé an frod, téi mète sa dann tant kouvèrte. Zordi ankor sak i apèl dosou d'tab, désèrtin moun i di : sa i éspas dan tant kouvèrte ! ». Zot la déza antann in n'afèr konmsa, zot ? Pa ditou ! Kalkil bien, moin lé sir zot la fini. Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Moin lé sir zot va oir, rant-rant si ni tonm pa dakor rantré nou